

# L'ÉVEIL

## de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Gestion intégrée des catastrophes et des terres au Togo (PGICT) :

### Don d'équipements météorologiques et hydrologiques



P.6

### Interview de Georges Aidam sur RFI : " Nous ne comprenons pas pourquoi est-ce qu'une loi qui va être votée en 2014 soit appliquée à un mandat qui a commencé en 2010"



P.3

Georges Aidam,  
1er Vice-président UNIR

### RIEN NE VA PLUS ENTRE CST ET ARC-EN-CIEL :

### Jean-Pierre Fabre surprend ses "amis" en se déclarant candidat naturel sur RFI

### La bataille pour la représentation à la CENI fait rage



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC

LE TEMPS DE LA RAISON ET DE LA MATURITÉ DES ACTEURS SOCIO POLITIQUES TOGOLAIS :



Ourna Gnata (ALLIANCE) Dama Dramani (PA) Me Adjaré-Kpandé (LTDH)

### Après la leçon de sagesse de l'Assemblée Nationale, UNIR s'agrandit de l'Alliance, la LTDH se retire du CST

Revue annuelle des réformes politiques, et programme projet communautaire :

### Le Togo bon élève de l'UEMOA

MISSION DE L'UEMOA EN COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT TO ORGANISE UNE REVUE ANNUELLE DES REFORMES POLITIQUES, PROGRAMMES ET PROJETS COMMUNAUTAIRES AU TOGO



La table d'honneur à l'ouverture ; au milieu, le PM

Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire :

### La première mission à mi-parcours du projet note des avancées significatives



Officiels et partenaires techniques et financiers à la même table lors de la rencontre

FOOTBALL / SÉLECTION NATIONALE DU TOGO :

### Enfin Tchanilé Tchakala signe pour Six mois à la tête des Eperviers



Tchanilé Tchakala (milieu) paraphant son contrat. A sa gauche, la ministre Amouzou-Djaké des Sports

### Médias : Le CONAPP, avocat des médias audiovisuels auprès du BUTODRA

# TOGO CELLULAIRE

## Encore une pluie de cadeaux



**PACK 3G F100**  
30 000 F



**PACK MODEM**  
GPRS/EDGE/3G  
15 000 F

**Spéciale promo**  
Du 1er Juillet  
au 31 Août 2014



**PACK BLACKBERRY**  
GEMINI 8520  
79 000 F



**FORFAIT**

1 JOUR	500 F
7 JOURS	3 000 F
30 JOURS	10 000 F

**Réactivation gratuite**  
Réactivez gratuitement votre numéro  
en rechargeant simplement votre compte.



**TOGOCEL LE LEADER**

service client:898

[www.facebook.com/Togocel](http://www.facebook.com/Togocel)

[www.twitter.com/togocel](http://www.twitter.com/togocel)

[www.togocel.tg](http://www.togocel.tg)

certifiée ISO 9001 : 2008



**Interview de Georges Aidam sur RFI :**

**" Nous ne comprenons pas pourquoi est-ce qu'une loi qui va être votée en 2014 soit appliquée à un mandat qui a commencé en 2010 "**

Mardi dernier, Jean Pierre Fabre Président national de l'Alliance Nationale pour le Changement ANC était l'invité du journal de RFI. L'occasion était offerte à l'ancien lieutenant de Gilchrist Olympio de se prononcer sur le rejet par les députés du projet de réforme constitutionnel introduit par le gouvernement. Jean-Pierre Fabre n'a pas manqué de mots durs pour qualifier ce rejet qu'il impute à la majorité parlementaire et de poursuivre que c'est " une mascarade en direction de la communauté internationale ". Il s'est également épanché sur une éventuelle candidature de Faure Gnassingbé et l'orateur a estimé qu'il n'était pas acceptable que deux personnes dirigent un pays pour près de 50 ans.

Hier Jeudi, le parti UNIR dont est Président Faure Gnassingbé a, par la voix de son premier Vice-Président envoyé une réponse du berger à la bergère. Georges Aidam n'a pas fait dans la dentelle, il a choisi des mots et expressions appropriés pour expliquer la situation.

Voici en intégralité les propos du premier Vice-président du parti UNIR.

**Rfi :** Bonjour Georges Aidam  
**Georges Aidam :** Bonjour Madame.

**Rfi :** Pourquoi la révision constitutionnelle proposée par le gouvernement a-t-elle été rejetée par l'assemblée alors que le parti au pouvoir y dispose de la majorité ?

**G.A. :** Les députés ont analysé en leur âme et conscience, ils ont trouvé que les sollicitations faites par l'opposition n'étaient pas acceptables et deux points essentiels sur lesquels l'opposition avait concentré son intérêt, c'était la limitation du mandat présidentiel et le mode de scrutin.

L'opposition a demandé que le mandat soit limité à deux. Mais là ou le bât blesse, c'est que l'opposition demande que dès que cette loi sera votée, elle sera applicable immédiatement, alors, les députés n'ont pas compris qu'une loi qui est voté aujourd'hui soit appliquée à un mandat qui est en cours depuis.

**Rfi :** Vous contestez-vous le principe de la rétroactivité ? C'est-à-dire que la question c'est de savoir si la limitation du nombre de mandats doit s'appliquer dès maintenant au Président Faure Gnassingbé

**G.A. :** Ah oui nous ne comprenons pas pourquoi est-ce qu'une loi qui va être votée en 2014 soit appliquée à un mandat qui a commencé en 2010 et sa, le principe, les juristes le savent, que le principe de droit n'autorise pas la rétroactivité surtout en matière de lois constitutionnelles.

**Rfi :** De son côté, l'opposition vous reproche de ne pas appliquer l'accord politique global de 2006, cet accord prévoyait des réformes politiques au Togo et notamment la limitation du nombre de mandat. Que lui répondez-vous ?

**G.A. :** Nous répondons que chacun doit essayer de balayer devant sa porte. L'accord politique global est signé en Août 2006 et l'opposition a été dans sa frange extrémiste représentée par le clan de Jean-Pierre Fabre, cette opposition la qui a mis en péril dès le départ, l'Accord Politique Global, parce que le



Georges Aidam, 1er Vice-président UNIR

gouvernement d'union national avait été boycotté par Fabre et ses camarades. Ce n'est la faute ni du gouvernement ni du parti au pouvoir

**Rfi :** Georges Aidam dans la mesure où la limitation du nombre de mandat présidentiel n'a pas été accepté par les députés, est ce que sa signifie une nouvelle candidature de Faure Gnassingbé au printemps prochain en 2015 ?

**G.A. :** Nous sommes à plusieurs mois de l'échéance électorale et le parti UNIR peut connaître son candidat en temps opportun. Ce que nous refusons, c'est que ce soient d'autres qui s'occupent de désigner à notre place notre candidat. Si le choix est porté sur le Président Faure, c'est sans complexe que nous le porterons candidat et nous l'amènerons à la victoire.

**Rfi :** Avant la fin de l'année on le saura ?

**G.A. :** Je ne pourrai le dire aujourd'hui mais en temps opportun sa va se savoir, il n'y a pas de problèmes.

**Rfi :** S'il se présente, de quel bilan pourra-t-il se prévaloir ?

**G.A. :** Le Président Faure n'arrête pas de poser des actes qui vont dans l'intérêt du peuple dans toutes ses composantes.

Sur le plan économique, il y a beaucoup de progrès qui sont réalisés également sur le plan social. C'est cette dynamique qui va être amplifiée.

**Rfi :** En 2010, les observateurs de l'Union Européenne estimaient dans leur rapport sur la présidentielle que les mesures pouvant assurer la transparence du scrutin n'étaient pas suffisantes. Quelque chose a-t-il changé depuis ?

**G.A. :** Je ne connais pas de cadre électoral légal totalement parfait, qu'on prenne les Etats-Unis, la France ou d'autres pays en Afrique, c'est vrai que l'Union Européenne avait souhaité que des améliorations soient apportées et c'est ce qui se fait.

**Rfi :** En quoi le cadre électoral a été amélioré depuis 2010 ?

**G.A. :** vous savez, tout le processus électoral est conçu de telle façon que les composantes de la classe politique y sont représentées.

Dans tous les organes qui enca-

drent ces élections jusque dans les bureaux de vote où les équipes sont formées presque à parts égales entre l'opposition et le parti au pouvoir.

**Rfi :** Par exemple au sein de la CENI, la commission Electorale Nationale Indépendante, l'opposition est-elle suffisamment représentée ? Elle pense que non

**G.A. :** La représentation répond à une certaine proportion. On ne peut pas donner à un parti qui a deux députés ou qui n'est pratiquement pas représenté à l'assemblée le même nombre de délégués au sein de la CENI que pour le parti UNIR.

**Rfi :** Quel sera d'après vous le climat de la campagne présidentielle qui s'annonce au Togo ?

**G.A. :** Nous pensons que c'est dans un climat assez serein et apaisé que nous ferons la campagne. D'ailleurs en 2013, tout le monde a vu ce qui s'est passé.

**Rfi :** Mais En 2013 justement il y avait eu une forte mobilisation de l'opposition avant les législatives.

**G.A. :** Oui, mais il ya une forte mobilisation et nous souhaitons que tout le peuple soit mobilisé pour que ces élections reflètent exactement la volonté du peuple de façon qu'après, les résultats ne soient contestés par qui que ce soit.

Transcription  
L'Eveil de la Nation

**RIEN NE VA PLUS ENTRE CST ET ARC-EN-CIEL :**

**Jean-Pierre Fabre surprend ses "amis" en se déclarant candidat naturel sur RFI LA BATAILLE POUR LA REPRÉSENTATION À LA CENI FAIT RAGE**

Dans l'un de nos précédentes livraisons nous titrions que Jean-Pierre Fabre endormait la coalition Arc-en-ciel. A l'époque certains pensaient que nous étions contre l'union de l'opposition qui dit-on était en conclave pour entre autres une unité d'action et désigner un candidat unique à la présidentielle de 2015.

Aujourd'hui, les faits et actes posés par Jean-Pierre Fabre et son ANC nous donnent pleinement raison. Pendant que les dissensions entre clans rivaux de l'opposition ne sont qu'à l'étape des préliminaires, le leader de l'ANC a choisi les micros de RFI pour annoncer sa candidature à l'élection présidentielle de 2015, comme quoi, tout était naturel pour lui.

" Je suis le chef du parti qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages lors des dernières élections législatives.

Je peux légitimement penser sans

frustrer personne que je suis le candidat naturel de l'opposition a-t-il déclaré en effet.

Une telle déclaration met le feu aux poudres dans les relations au sein d'une opposition plus que jamais divisées. La frustration s'agrandit dans les rangs de l'opposition aussi bien à la fois au sein de la coalition arc-en-ciel que du Collectif Sauvons le Togo (CST) et même au sein de l'ANC.

Pendant ce temps une autre bataille fait rage au sein d'une opposition finalement déboussolée, celle de la représentation au sein de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Elle oppose principalement les deux regroupements CST et Arc-en-ciel.

Selon l'article 15 du code électoral, la CENI est composée de 17 membres désignés à raison de 5 pour la mouvance présidentielle, 5 pour l'opposition parlementaire, 2 pour la société civile et 2 par gou-



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC, candidat auto-proclamé à la présidentielle de 2015

vernement.

Jean-Pierre Fabre et son parti comme à leur habitude veulent tout ou presque tout pour eux seuls.

Sur les 5 représentants au titre de l'opposition parlementaire l'ANC veut 4 et offrir 1 seul poste à l'Arc-en-ciel qui ne l'entend pas de cette oreille.

La bataille est rude et fait rage en sorte que le semblant d'unité constaté par les naïfs lors d'une dernière marche a volé en éclats.

Voilà comment ont compte diriger le Togo sur l'autel des intérêts personnels et l'exclusion.

Kpélafia Biva

**LE TEMPS DE LA RAISON ET DE LA MATURETE DES ACTEURS SOCIO-POLITIQUES TOGLAIS :**

**Après la leçon de sagesse de l'Assemblée Nationale, UNIR s'agrandit de l'Alliance, la LTDH se retire du CST**

Depuis quelques temps, la raison, la vérité la maturité, la sagesse et la responsabilité se sont emparées des acteurs socio politiques togolais, du moins certains et des plus raisonnables.

Il était quand même temps car pendant longtemps le mensonge, l'immaturité et l'irresponsabilité faisaient trop de mal au peuple togolais qui ne demandait simplement qu'à vivre en paix, réconcilié avec lui-même et dans un développement équilibré et partagé.

Fort heureusement que certains commencent à comprendre et en ce début de deuxième moitié de l'année 2014, les faits le prouvent et rassurent les Togolais soucieux de l'avenir de leur pays.

Act 1, le 30 juin 2014, l'Assemblée nationale, sans véritable surprise pour les observateurs avisés de la scène politique togolaise, rejette à une majorité écrasante le projet de loi du gouvernement portant modification constitutionnelle qui devait permettre d'opérer les réformes constitutionnelles et institutionnelles prescrites par l'Accord Politique Global d'Août 2006.

Nul n'était contre les réformes mais le hic c'est que l'opposition radicale qui espère arriver au



Ourna Gnanta, Secrétaire Général de l'ALLIANCE

pouvoir rien que par l'exclusion voulait utiliser ces réformes pour créer le vandalisme dans les rues sous prétexte que Faure s'est exclu de la présidentielle de 2015.

Cette partie de la classe politique à l'oreille dure sinon elle n'aurait pas choisi cette option.

La politique de l'exclusion de puis la conférence nationale en 1991 n'a fait que des amertumes au sein de la classe politique, désunir, diviser et opposer de plus bel les Togolais.

Acte 2. Les cadres du parti politique Alliance de Dahuku PERE décident de soutenir la politique de réconciliation et de construction du Chef de l'Etat Faure

Essozimna Gnassingbé.

A vrai dire on voyait cette décision venir depuis que le président du parti Péré avait accepté en 2013 de figurer sur la liste UNIR de Blitta.

En somme, c'est une allégeance, un ralliement ou une adhésion d'un parti politique à un autre parti politique plus rassembleur.

Certains parleront même de retour à la case de départ.

En effet, Péré en quittant l'ex RPT réclamait tout simplement une rénovation voire une refondation. Or avec UNIR, Faure Gnassingbé est allée au-delà en dissolvant le RPT et en créant un parti plus rassembleur.

Donc il n'en pouvait en être



Me Raphaël Adjaré-Kpandé de la LTDH-Togo

autrement, de même qu'avec le départ de la ligue Togolaise des Droits de l'Homme (LTDH) du Collectif Sauvons le Togo (CST).

Pour ce dernier cas, nous l'avons toujours dit, le CST dans sa configuration de conglomérat avec partis politiques et associations de la société civile, ne saurait résister à la réalité du temps.

Ainsi après le fracas créer par le départ de l'Ancien Agbéyomé

Kodjo, la LTDH vient d'assener un nouveau coup de grâce à l'entreprise Ajavon-Fabre et alliés.

Mais au-delà de tout c'est la maturité de la classe socio politique qu'il faut sauver.

Et vivement que cela puisse continuer afin d'assainir la politique et la vie associative au Togo.

L'Eveil de la Nation

**UN CONFRERE SUSCITE NOTRE INTERET :**

**QU'EST-CE QUI EST ESSENTIEL POUR LES TOGOLAIS ?**

Dans un pays ou certains acteurs politiques pensent que la politique politicienne intéresse la majorité de la population, un confrère notamment l'hebdomadaire Jeune Afrique demande à tous les acteurs politiques, aussi bien de la majorité que de l'opposition de ne pas détourner l'attention de l'essentiel.

Jeune Afrique n°2792 du lundi 14 juillet 2014 le mentionne à juste titre : " les investisseurs étrangers commencent à s'intéresser au Togo, dans les secteurs de la finance, de la logistique, de l'industrie, des technologies.

Le frémissement observé ces dernières années, et qui a permis de faire passer le taux de croissance du PIB de 4% en 2010 à 6% en 2015 aujourd'hui, ne doit pas être remis en question par les tensions que pourrait susciter le scrutin de 2015 (...)

Les jeunes sont plutôt bien formés mais ont le plus grand mal à trouver un emploi pour une raison simple, le nombre de postes disponibles par an est largement inférieur à celui des diplômés qui débarquent sur le marché du travail.

Tous ces progrès et toutes ces attentes ne devraient pas être étouffés ou remis en cause par les tensions que pourrait susciter le scrutin présidentiel de 2015, conseille l'hebdomadaire panafricain.

Comme quoi, préserver à tout prix, les graines de succès. Et l'essentiel pour les Togolais s'appel climat politique apaisé.

A bon entendeur salut !

La Rédaction

**MALGRE DES APPELS DES PIEDS ET DES MAINS DE L'OPPOSITION :**

**La France salue les progrès du Togo et maintient son soutien pour les défis à relever**

Il vous en souvient que depuis deux semaines, le président national de l'ANC Jean-Pierre Fabre, candidat naturellement naturel de l'opposition, est en tourisme en Europe. Pardon, que dis-je en visite ou tournée d'information et de sensibilisation aux fins que les pays de l'UE mettent la pression sur le pouvoir de Lomé ou sanctionne son pays le Togo. Et lorsque nous disons que c'était une mission vouée à l'échec les gens pensaient que nous étions des oiseaux de mauvais augure.



Nicolas Warnery, Ambassadeur de France au Togo

En effet dans son allocution à l'occasion de la célébration de l'indépendance des Gaulois le 14 Juillet dernier, l'Ambassadeur de France au Togo, Nicolas Warnery, a révélé que la France restait aux côtés du Togo en reconnaissant " les progrès spectaculaires accomplis ces dernières années par le Togo dans le domaine des infrastructures et de la réglementation économique, au profit des acteurs économiques et de la population".

Le diplomate français a toutefois fait remarquer que deux

grands défis doivent encore être relevés, notamment le défi démographique et la construction de l'Etat de droit.

Au plan politique, M. Warnery a invité les uns et les autres à poursuivre le dialogue.

Il faut rappeler que les domaines de l'action Français au Togo sont entre autres, la préparation aux opérations de maintien de la paix, l'action de l'Etat en mer, la lutte contre le terrorisme et la piraterie maritime, le renforcement de la sûreté aérienne, la lutte contre le trafic de drogue et

les différentes formes de criminalité.

Paris continuera à apporter son appui dans les secteurs de l'éducation (du primaire à l'enseignement supérieur et à la recherche, en passant par la formation professionnelle) de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de l'aménagement urbain, du traitement des déchets, du microcrédit, de société civile, de l'action culturelle et de la francophonie, à révélé l'ambassadeur.

Akpanawé

**Pour vos annonces, publicités, reportages et communiqués contactez le 22 46 57 87/ 90 03 17 74**

# SÉCURITÉ ALIMENTAIRE : 3,2 milliards accordés par l'UE

L'Union européenne a alloué mercredi un montant de 4,8 millions d'euros, soit près de 3,2 milliards de francs CFA à la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), pour mettre en œuvre, le volet "Appui au dispositif d'aide à la décision et renforcement des capacités de l'Agence Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA)" d'un programme de "Réserve régionale de sécurité alimentaire" (RRSA) dans les pays de l'Afrique de l'Ouest.

La fréquence et la gravité croissante (2008, 2012) des crises alimentaires et nutritionnelles dans les pays de la CEDEAO ont motivé les Chefs d'Etat et de gouvernement à adopter en 2013 un programme de mise en place d'une réserve alimentaire régionale. Initié par l'institution sous régionale, le programme consiste à la mise en œuvre d'une stratégie de stockage de sécurité alimentaire pour prévenir

ou faire face à des crises alimentaires.

Il s'agit de la création de stocks de proximité, de stocks nationaux, et d'une réserve régionale de sécurité alimentaire.

L'objectif est de contribuer à répondre efficacement aux crises alimentaires en renforçant la capacité des ménages à y faire face dans une perspective de sécurité et de souveraineté alimentaire régionales durables. L'organisation sous régionale veut par ce moyen monter sa capacité à répondre efficacement aux crises alimentaires majeures qui menacent les populations.

Destiné à prévenir les crises, à assurer leur gestion en urgence et d'un montant total de 56 millions d'euros, soit plus de 36,7 milliards de francs CFA, le programme RRSA repose sur 5 volets interdépendants dont celui d'"Appui au dispositif d'aide à la décision et renforcement des capacités de l'Agence



Signature de la convention mercredi à Madrid

Régionale pour l'Agriculture et l'Alimentation (ARAA)". La gestion opérationnelle de ce volet est confiée à l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID) en coordination avec la CEDEAO.

Les activités de ce volet consistent en la prise des décisions rapides et appropriées, fondées sur une information fiable et indépen-

dante en vue de mobiliser le système de réserves de sécurité pour répondre aux crises alimentaires et nutritionnelles.

Une cérémonie de signature de la Convention de Délégation avec l'AECID a eu lieu mercredi à Madrid 2014 entre Nicolas Berlanga-Martinez, ambassadeur de l'Union européenne au Togo, et José Manuel Garcia Margallo, le ministre espagnol des Affaires étrangères, en présence de Robert Dussey, le chef de la diplomatie togolaise.

Source : © Afreepress

## LE CONAPP, AVOCAT DES MÉDIAS AUDIOVISUELS AUPRÈS DU BUTODRA

Le Conseil National des Patrons de Presse (CONAPP) et le Bureau Togolais des Droits d'Auteur (BUTODRA) sont tombés d'accord sur les arriérés de redevances dus par les organes audiovisuels au BUTODRA. 50% de ces arriérés seront convertis en prestation publicitaire et l'autre moitié payée selon un échéancier arrêté de commun accord.



Jean-Paul Agboh-Ahouélé, Pdt CONAPP

che menée par le CONAPP. " Nous ne pouvons que saluer ces démarches qui ne sont que positives en ce sens qu'elles nous permettent de souffler un peu. Tous les médias audiovisuels y adhèrent et tout sera fait d'un commun accord pour que ces démarches aboutissent ", a déclaré Atana Aimé, directrice de la radio Azur à Anié.

" Il s'est agi pour le bureau exé-

cusif du CONAPP de permettre aux organes de presse de se mettre à jour avec le BUTODRA mais d'une façon souple et sans trop de stress. Cela nous réjouit donc que tous ceux qui ont été invités y adhèrent ", s'est félicitée Mémédé Ambroisine, secrétaire exécutif adjoint du CONAPP.

La rencontre a été dirigée par Jean-Paul Agboh AHOULETE (photo), président en exercice du CONAPP.

Au terme de la rencontre, une commission de huit (8) membres composée des points focaux des cinq (5) régions du pays et de trois volontaires, a été mise sur pied pour rédiger un mémorandum qui servira de cadre à l'accord de principe intervenu entre le CONAPP et le BUTODRA.

Source : © Afreepress

La bonne nouvelle a été portée à l'opinion par les premiers responsables du CONAPP qui étaient lundi face à la presse pour soumettre les conclusions de leurs discussions aux patrons et responsables des organes de radio et de télévision de Lomé et de l'intérieur du pays réunis à la Maison de Presse. C'est avec " satisfaction " et " joie " que ces derniers ont accueilli l'information et ont donné leur bénédiction à la démar-

## FOOTBALL /SELECTION NATIONALE DU TOGO :

# Enfin Tchanilé Tchakala signe pour Six mois à la tête des Eperviers

Les Eperviers, la sélection nationale de football dispose depuis mercredi d'un sélectionneur national en bonne et due forme. Il s'agit de Tchanilé Tchakala, longtemps annoncé, qui a enfin signé un contrat avec la ministre des sports Angèle Amouzou-Djaké en présence du président de la Fédération Togolaise de Football (FTF) Gabriel Améyi.



Tchanilé Tchakala (milieu) paraphant son contrat. A sa gauche, la ministre Amouzou-Djaké des Sports

Tchakala, adjoint de Didier Six l'ancien coach, a signé pour 6 mois et pour mission principale

qualifier les Eperviers pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) Maroc 2015.

Depuis la fin des éliminatoires de la coupe du monde 2014, les Eperviers sont sans compétition mais Tchanilé Tchakala connaît bien l'équipe et ses éléments constitutifs pour pouvoir réussir la mission " Je suis dans cette maison, ce n'est pas aujourd'hui " a confié Tchakala.

Il faut signaler que pour les éliminatoires de la CAN 2015, le Togo est dans une poule tant le Ghana, la Guinée Conakry plus le vainqueur du préliminaire qui oppose deux pays supposés faibles.

Seuls les premiers et les meilleurs deuxièmes de chaque poule seront qualifiés pour Maroc 2015.

La Rédaction



Le Colonel YARK DAMEHANE, Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile

structures du ministère togolais de la sécurité.

Pour le responsable de cette promotion d'une douzaine de nationalité, cette sortie est enrichissante.

"Promotion d'une douzaine de nationalité, ce sont des officiers recrutés avec la licence pour deux ans de formation. Ils seront faits sous-lieutenants d'ici fin septembre prochain si le président juge qu'ils sont prêts pour cela. Ce voyage d'étude est une expérience qui nous enrichit et nous permet de voir la manière de s'organiser et de travailler des autres", a confié Yves Thiombiano.

Nous avons beaucoup de choses à partager, beaucoup de réalités qui nous sont communes entre le Burkina Faso et le Togo. Nous devons à travers notre manière de servir tous les jours, briser cette frontière artificielle qui existe entre nos deux pays, dans l'intérêt de nos populations", a-t-il dit.

Pendant leur séjour, les élèves officiers vont découvrir les différents départements du ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, notamment l'office de répression du trafic illicite des drogues et du blanchiment et le corps des sapeurs pompiers.

Source : © Afreepress

## Gestion intégrée des catastrophes et des terres au Togo (PGICT) : Don d'équipements météorologiques et hydrologiques

Les intempéries climatiques et leur lots de dégâts à l'instar des inondations récurrentes liées aux débordements des cours d'eaux dont est confronté le monde entier prètent le flanc à des crises difficilement gérables. Les graves inondations dont a été sujet le Togo de 2007 à 2010 et après évaluation des dommages, pertes et besoins le constat a débouché sur l'élaboration du projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres au Togo (PGICT- Togo).

D'un cout total de 16948947\$US a consacré toute une composante au développement d'un système d'alerte précoce (SAP) national, pour informer les communautés en temps réel sur les risques d'inondation. La mise en place de ce projet exige des équipements et formations spécifiques que doivent disposer les structures clés, telles que celle en charge de la météorologie nationale, l'hydrologie et la croix rouge.

Dans la droite ligne de cette perspective de réduire les risques des catastrophes par le système d'alerte, le Projet a fait don de matériel aux ministères de l'eau et de la météorologie le vendredi 11 juillet dernier au cabinet du Ministère de l'Environnement et des ressources forestières.

D'un cout global de 112 367 123 de FCFA, ce matériel important va permettre aux bénéficiaires d'accompagner les services techniques de la météorologie et de l'hydrologie dans la collecte des données en vue de l'opérationnalisation du système d'alerte national sur les inondations. Ce montant subdivisé en 55 315 403 de FCFA pour l'hydrologie et de 57 051 720 pour la météorologie a connu la présence du ministre de l'environnement, du représen-

tant du ministère de l'enseignement supérieur, du ministère du transport et celui en charge de l'eau et de l'équipement villageoise.

Ce projet vise entre autres, la promotion des activités communautaires d'adaptation aux changements climatiques et de gestion durable des terres. Il est financé à hauteur de 16,948 millions de Dollars US soit 8,5 milliard de francs CFA.

Le PGICT a 4 composantes dont 3 opérationnelles et une 4ème consacrée à la gestion du projet.

Composante 1 Renforcement institutionnel et sensibilisation, composante 2 activités communautaires d'adaptation aux changements climatiques et de gestion durable des terres et la composante 3 système d'alerte précoce, de suivi et connaissance.

Adam



Du matériels météorologiques et hydrologiques offerts aux services techniques

## Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire : La première mission à mi-parcours du projet note des avancées significatives

Ce jeudi s'est tenu à l'hôtel EDA-OBA, un atelier de restitution des activités du PNIASA. Etaient présents à cette rencontre, les partenaires techniques et financiers de ce Programme à savoir les représentants de la banque mondiale, du FIDA, BIDC, FAO et aussi du ministre de l'agriculture de l'élevage et de la pêche, des directeurs de cabinets, des chefs de services, la société civile.

Il est question de faire une évaluation des projets du PNIASA, lancé il y'a 3ans déjà. Cette restitution fait suite à une mission de terrain qui s'est tenue du 26 mars au 18 avril 2014. Les projets du PNIASA, se définissent aux activités de terrain menées par le PADAT, le PASA et le PPAAO dans la promotion du secteur agricole et de l'élevage.

La mission de revue à mi-parcours du PADAT conduite par madame Aissa TOURE-SARR chargée du porte feuille du Togo au FIDA et celle de monsieur Erick



Officiels et partenaires techniques et financiers partageant la même table lors de la rencontre.

ABIASSI pour la Banque mondiale, team task leader (TTL) du PASA et COTTI du PPAO, ont permis d'examiner les progrès réalisés ; même s'il y'a eu des difficultés. Au niveau des satisfactions, on note dans presque toutes les régions du pays l'amélioration considérable de la productivité ; ceci grâce à l'assistance des services d'encadrements. La promotion de l'auto emploi doit être la vision de toutes ces activités.

Aussi par rapport aux difficultés, les projets ont-ils mis un délai relativement long pour se mettre

en place et asseoir leurs mécanismes de gestion ; il y'a eu également l'insuffisance des ressources humaines. C'est donc le moment, à travers cette rencontre de faire le point des travaux sur le terrain et d'améliorer ce qui n'a pas marché.

Depuis plusieurs années dans le domaine agricole, on se bat pour étudier les sols et aussi pour la disponibilité des engrais ; aujourd'hui il est donc important de faire une harmonisation des procédures avec l'aide des différents partenaires ; il faut alors miser sur la

transformation et la commercialisation des produits agricoles, qui reste pour le Togo un défi majeur.

Selon le ministre Agadazi, c'est la première fois depuis le lancement du PNIASA qu'une mission d'évaluation à mi parcour est dans nos murs.

Il a manifesté sa volonté de tout mettre en œuvre dans l'accompagnement du projet, afin que le Togo soit un model en matière de progrès agricole et de sécurité alimentaire.

Falana Moudjib (Stagiaire)



## COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QUE DES TRAVAUX DE MAINTENANCE SE DEROULERONT DU 18 AU 19 JUILLET 2014, SUR SON RESEAU INTERNET AVEC UNE INTERRUPTION DU SERVICE SELON LES DETAILS CI-DESSOUS :

- ZONES : CITES OUA, MILLENIUM ET QUARTIERS ENVIRONNANTS,
- DEBUT DES TRAVAUX : 18/07/2014 A PARTIR DE 17H GMT.
- FIN DES TRAVAUX : 19/07/2014 A 13H00 GMT.

TOGO TELECOM VOUS PRESENTE D'AVANCE TOUTES SES EXCUSES POUR LES EVENTUELS DESAGREMENTS CAUSES PAR CES TRAVAUX DE MAINTENANCE ET VOUS REMERCIE POUR VOTRE COMPREHENSION.

LA DIRECTION GENERALE

**Revue annuelle des réformes politique programme projet communautaire :**

**Le Togo bon élève de l'Uemoa**

Dans l'optique de dynamisation du processus d'intégration régionale, la conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de l'union économique et monétaire ouest Africain(UEMOA) à décider en 2012 d'institutionnaliser la revue annuelle des réformes dans les états membres de l'union. Ainsi du 09 au 14 juillet dernier, le Togo a fait sa part de revue annuelle des réformes politiques. Les travaux de ses assises ont été présentés au gouvernement le 14 juillet dernier sous l'œil avisé du premier ministre Kwesi Seleagodji Ahoomey Zunu en présence du président de la commission de l'Uemoa M. Cheick Hadjibou Soumaré et de plusieurs membres du gouvernement.

Cette revue qui se veut une évaluation annuelle de la mise en œuvre des réformes, politiques, programme et projets communautaires est le premier du genre dans le processus d'intégration. Il a pour objectif de permettre aux populations Togolaises de bénéficier effective-

ment des fruits du processus d'intégration, en tirant le meilleur profit des réformes politiques, programmes et projets communautaires.

La revue a porté sur une évaluation de l'état d'application d'un certain nombre de décisions prises par l'union depuis sa création le 10 janvier 1994, dans le cadre des principes, règles et procédures dûment fixés par le traité. Elle a porté notamment, sur la gouvernance économique et la convergence des politiques, le marché commun et les poli-



La table à l'ouverture des travaux. Au milieu, le PM Ahoomey-Zunu

tiques sectorielles.

Selon le premier ministre, Il s'agit d'une ambition noble et d'un défi important à relever afin de donner plus de visibilité à l'union dans les états membres.

Pour sa part, le président de la

commission tout en félicitant le Togo pour avoir réussi à atteindre un certain nombre d'objectif, a signifié qu'avec la détermination des uns et des autres, tous les points d'achoppement seront atteints.

Adjironou A.

**Lancement du projet " IFTAR Saim Ramadan 2014 " :**

**DON DE VIVRES AU CENTRE CULTUREL ISLAMIQUE DE LOMÉ**

Le Centre Culturel Islamique (CCI) de Lomé a procédé ce samedi 12 juillet 2014 au lancement du projet " Iftar Saim Ramadan 2014 " destiné à distribuer de vivres alimentaires (riz, sucre, lait, huile) aux familles nécessiteuses, des veuves et orphelins, des détenus musulmans de la prison civile de Lomé, des personnes handicapées, et des étudiants.

La fondation s'investit dans les œuvres humanitaires à travers les centres culturels islamiques dans quatre pays africains : le Rwanda, le Burundi, le Mali et le Togo.

Par ce projet le CCI de Lomé envisage offrir des repas et des kits à plus de cinq mille (5000) personnes à Lomé, Notsé, Tabligbo et quelques villages dans la région



Photo de famille donateurs et bénéficiaires

La distribution de ses vivres en ce mois béni du Ramadan, est une initiative du projet, subventionné par la " Fondation Khalifa Bin Zayed Al Nahyan " créée en juillet 2007 à Abu Dhabi aux Emirats Arabes- Unis.

maritime.

La cérémonie du lancement a eu lieu en présence du Président de l'Union Musulmane du Togo et du directeur général du CCI de Lomé entouré de ses collaborateurs.

**Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) :**

**Les opérateurs économiques à l'école des recours jurisprudentiels du comité de règlement des différends**

Dans la droite ligne de transposition des directives 04 et 05 de l'Uemoa, l'autorité de régulation des marchés publics s'est appliquée depuis 2011 à outiller l'ensemble des acteurs de la commande publique afin de leur permettre de s'adapter rapidement et convenablement aux dispositions et pratiques.

C'est dans cette optique que l'ARMP a ouvert le 14 juillet dernier à Lomé une série de formation à l'intention de 350 participants représentants les opérateurs économiques qui œuvrent dans les domaines de fournitures, de services, des travaux et des prestations intellectuelles.

Cette formation qui va se dérouler à plusieurs sessions de trois (3)



Photo de famille des participants à cette formation

jours chacune a été ouverte par le directeur général de l'ARMP Théophile René Kapou.

Les participants au cours de ces sessions de formations auront à appréhender les faits et/ou les déci-

sions de l'autorité contractantes susceptibles de faire l'objet de recours; les conditions requises pour l'exercice d'un recours et les étapes successives du traitement d'un recours.

Adam



**Togotelecom**

**COMMUNIQUE**

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'A PARTIR DE CE JOUR, LES ESPACES TELECOM PORT, ASSIVITO, AGOE ET KARA RESTENT OUVERTS A LA CLIENTELE DE 12H A 14H 30MN DU LUNDI AU VENDREDI ET DE 08H A 13H LES SAMEDIS.

TOGO TELECOM REMERCIE SON AIMABLE CLIENTELE POUR SA DISPONIBILITE ET SA CONFIANCE.

LA DIRECTION GENERALE



21 Nov.  
8 Déc.  
2014

12<sup>ème</sup>  
**Foire  
LOME**

Foire de toutes les opportunités

## REMERCIEMENTS

\*\*\*\*\*

La Direction du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF-LOME) remercie les autorités administratives, les directeurs de sociétés, les opérateurs économiques, les hommes d'affaires et les médias de leur présence et de leur implication à la réussite du lancement Officiel de la Campagne de Promotion de la **12<sup>ème</sup> Foire Internationale de Lomé qui s'est tenu le jeudi 03 juillet 2014 à la salle Africa du CETEF-LOME..**

Vous avez toutes et tous fait de cette manifestation une belle journée fructueuse et conviviale.

Encore une fois merci à vous tous.

## CETEF - LOME

CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOME "TOGO 2000"

BP 10056 Lomé - Togo

Tél:(00228) 22 26 40 31 / 22 30 38 48 / 22 35 07 27 Fax:(00228) 22 26 17 54

Site web: [www.cetef.tg](http://www.cetef.tg) E-mail: [ceteflome@cetef.tg](mailto:ceteflome@cetef.tg)

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

**L'ÉVEIL**  
de la nation

**Siège :** Adidoadin, Pavée Prolongé, 2<sup>ème</sup>  
Carré après la Pharmacie Le Galieen  
Tél: (00228) 22 32 85 95

**Directeur de Publication:**

**Sama T. DJOBO**

(00228) .90 03 17 74  
.98 62 72 72

**Responsable commercial:**

Adam Adjronou  
90 11 87 88

**Rédaction:**

Biva KPELAFIA,  
Sam DJOBO,  
Adam A.  
Armand Attisso

**Secrétariat :**

AGBERE Takira

**Imprimerie:**

La Colombe

**Tirage :**

2.500 exemplaires